

La libéralisation du commerce est cruciale pour l'amélioration de l'économie de tous les États. En particulier, l'abattement des obstacles est une mesure clé pour soutenir et élargir la transformation économique spectaculaire qui se fait actuellement en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique; à différents degrés, cette transformation se manifeste aussi dans de nombreux pays en développement.

C'est une autre raison pour laquelle une conclusion heureuse et rapide à l'Uruguay Round, dans le cadre des NCM, est essentielle. Un marché mondial en expansion, accompagné d'un système commercial international ouvert, voici quel est le meilleur cadre politique pour apporter aux économies en cours de réforme un débouché à leurs produits et services et pour leur permettre d'obtenir les investissements et la technologie dont elles ont tant besoin.

Mais, de nouveau, cette perspective positive porte aussi en elle un certain potentiel de danger. Il ne faut pas laisser passer la chance. Nous devons reconnaître que cette transformation commence tout juste, en particulier dans l'ancienne Union soviétique.

La stabilisation macroéconomique, alliée aux réformes structurelles, est absolument essentielle à l'expansion économique de cette région. Pour relever le défi, il faut prendre des décisions dures mais indispensables.

Les ex-républiques soviétiques doivent adopter des programmes de réforme solides, bien que difficiles, et les appliquer avec persévérance; il faut maintenir les paiements du service de la dette et mettre en place un système stable et concurrentiel d'échanges commerciaux.

Un autre objectif important de l'effort de réforme dans les États nouvellement indépendants doit être d'encourager les épargnes et les investissements sur le plan national et de permettre les mouvements de capitaux du secteur privé vers la région. Il faudra pour cela mettre au point une structure institutionnelle pour que les marchés privés puissent prospérer et favoriser une expansion économique durable. Ces politiques structurelles généreront aussi l'aide technique et les transferts de technologie qui peuvent être tout aussi importants dans le processus de réforme que les transferts de fonds.

En outre, les politiques doivent porter sur les droits concernant la propriété privée, les mesures pour supprimer les monopoles, une loi efficace sur la faillite et des réformes complètes du secteur financier. De même, il est très important de mettre en place un cadre juridique pour les marchés privés si les plans de privatisation doivent aboutir. Et ils doivent aboutir car la privatisation d'entreprises d'État crée les situations de réforme